



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

PRÉFECTURE  
 DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES,  
 DE L'UTILITÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
 BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE, DE LA CONCERTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT  
 SECTION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT ET AUX ENQUÊTES PUBLIQUES  
 Arrêté n°2012355-0005

**ARRÊTÉ ACCORDANT LE RENOUVELLEMENT,  
 DANS UN CADRE RÉGIONAL,  
 DE L'AGRÈMENT DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT,  
 À L'UNION RÉGIONALE VIE ET NATURE  
 AFFILIÉE À FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT  
 PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR  
 SIGLE: URVN-FNE PACA**

**Le Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur  
 Préfet des Bouches-du-Rhône  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 141-1, R 141-1, R 141-2, R 141-3, R 141-9, R 141-10, R 141-12, R 141-16, R 141-17, R 141-17-1 et R 141-17-2,

VU l'arrêté du 12 juillet 2011 relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir annuellement, notamment l'article 2, (texte n°14 publié au JORF du 13 juillet 2011),

Vu la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'agrément des associations au titre de la protection de l'environnement et à la désignation d'associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable au sein de certaines instances( publiée au Bulletin Officiel du 10 juin 2012 du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie),

Vu la demande complète de Monsieur le Président de l'Union Régionale Vie et Nature-France Nature Environnement Provence Alpes Côte d'Azur, reçue le 2 juillet 2012, en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément de protection de l'environnement pour la région Provence, Alpes, Côte d'Azur,

Vu les avis simples recueillis au cours de la consultation réglementaire,

Considérant que les pièces contenues au dossier permettent de vérifier, en l'espèce, au regard de ses statuts, les conditions de recevabilité de l'agrément édictées par l'article R 141-2 du Code de l'Environnement, notamment des garanties administratives suffisantes d'organisation démocratique (fonctionnement régulier des organes internes, conseil d'administration et bureau), d'une gestion financière désintéressée et transparente, enfin d'une réelle représentativité (plus de 16363 adhérents, dont 4 personnes physiques et 12 personnes morales de droit privé, unions départementales ou associations interdépartementales ou régionales à la fin de l'année 2011),

Considérant que l'association mène une activité conforme à son objet statutaire et non lucrative, et que dans ce cadre, elle œuvre, principalement, dans de nombreux domaines de l'environnement cités par l'article L 141-1 du Code de l'Environnement, en l'occurrence la protection des milieux naturels et des écosystèmes qui y sont associés, la qualité du cadre de vie, en luttant contre la pollution de l'air, de la terre et de l'eau et contre les nuisances de toutes origines afin d'éviter les risques technologiques et de préserver la santé humaine, et enfin l'urbanisme en prônant un aménagement harmonieux des territoires (maintien des superficies dédiées aux espaces naturels et aux terres agricoles),

Considérant qu'à cet effet, elle coordonne un réseau d'unions d'associations agréées de protection de l'environnement ou d'associations de protection de l'environnement, qu'elle organise des formations à leur attention pour les initier notamment à la compréhension des documents de planification dans le domaine de l'urbanisme, qu'elle anime sept réseaux thématiques (aménagement durable du territoire, santé environnement, industrie, transport et mobilité durable, eau et milieux naturels, agriculture, climat, air, énergie) sur quatre vastes territoires à enjeux environnementaux, et qu'elle engage les actions contentieuses nécessaires à la poursuite de ses objectifs et conformes à son objet statutaire devant les juridictions administratives et judiciaires,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## ARRETE

**ARTICLE 1er :** L'agrément de Protection de l'Environnement de l'Union Régionale Vie et Nature- France Nature Environnement Provence, Alpes, Côte d'Azur, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, Maison de la Vie Associative, immeuble Le Ligourès, Place Roméo de Villeneuve, est renouvelé au titre de l'article L 141-1 du Code de l'Environnement, pour la région Provence Alpes Côte d'Azur.

**ARTICLE 2:** Cette décision d'agrément est accordée pour une durée limitée à cinq ans et prendra effet à compter de la date de sa signature; son renouvellement, en application de l'article R 141-17 -2 du Code de l'Environnement, devra être sollicité six mois au moins avant la date à laquelle viendra à expiration sa validité.

**ARTICLE 3:** L'association agréée de protection de l'environnement est tenue, conformément à l'article R 141-19 du Code de l'Environnement, d'adresser, chaque année, par acheminement postal ou par voie électronique, au Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, un dossier conforme, en tous points, à l'article 3 de l'arrêté précité, comprenant notamment son rapport moral d'activité, son bilan financier, les comptes de résultat et leurs annexes, s'il y a lieu.

.../...

**ARTICLE 4** : Celle-ci peut s'exposer à l'abrogation de son agrément dans les conditions prévues par l'article R 141-20 du Code de l'Environnement, si elle ne respecte pas l'obligation mentionnée à l'article R 141-19 de ce même code ou si elle ne remplit plus, à l'examen de son dossier, l'une des conditions de recevabilité ayant motivé la délivrance de l'agrément ou encore, si elle exerce son activité statutaire dans un cadre territorial plus limité que celui pour lequel elle est agréée.

**ARTICLE 5** : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,  
Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet acte administratif est notifié au Président de l'Association, qui en est bénéficiaire, et adressé aux Greffes des Tribunaux de Grande Instance et d'Instance rattachés aux Cours d'Appel d'Aix-en-Provence pour les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes-Maritimes et des Alpes de Haute-Provence, de Nîmes pour le département de Vaucluse et de Grenoble pour le département des Hautes-Alpes.

En outre, il est publié au recueil des actes administratifs de l'État de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Fait à Marseille, le 20 DEC. 2012

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général



Louis LAUGIER